

Communiqué de la Grande Mosquée de Paris

La Grande Mosquée de Paris se retire du projet de création du Conseil national des imams

Lundi 28 décembre 2020

Au cours du mois de novembre dernier, le Président de la République avait souhaité la rédaction d'une « charte des valeurs », préalablement à la mise en place du Conseil National des Imams (CNI), engageant les fédérations composant le Conseil Français du Culte Musulman (CFCM).

Au lendemain de l'effroyable crime qui a coûté la vie à Samuel Paty, le chef de l'État avait exprimé sa volonté de voir toutes les instances musulmanes prendre leurs distances, de manière officielle et tangible, avec toute forme de propos séparatistes. Cette nécessaire clarification devait se matérialiser à travers l'élaboration d'une « charte des valeurs ». La décision a été prise conjointement par le Président Emmanuel Macron et toutes les fédérations qui composent le CFCM. Je l'ai soutenu dans un but pédagogique, afin que notre jeunesse musulmane notamment, puisse comprendre que rien ne l'empêche, en France, de vivre, de façon harmonieuse, sa citoyenneté et sa foi. Les deux ne se contredisent pas. Elles ne se télescopent pas, ne sont pas incompatibles, bien au contraire, elles se complètent, car la liberté de conscience est garantie.

À l'unisson, les représentants des fédérations musulmanes s'étaient alors engagés à remettre au Président de la République un texte ambitieux et clair et à le rendre public deux semaines plus tard.

Le président du CFCM, Mohammed Moussaoui, a soumis, une mouture qui reprenait les contributions de la plupart des fédérations. Celle-ci devait être adoptée. Son contenu respectait incontestablement la dignité de chaque musulman et sa foi, exprimait un attachement à toutes les lois de la République et aux principes qui fondent notre société.

En ce qui me concerne, j'espérais un texte clair à même de répondre à tous les enjeux de notre époque, pour mettre fin définitivement aux ambiguïtés entretenues par certains courants qui ont pris l'habitude de faire de notre religion un levier de manipulation à des fins politiciennes, dévoyant ainsi le message de l'islam. Par le passé, en 1994 et 1999, des chartes avaient été signées par les fédérations musulmanes, mais certaines d'entre elles les ont considérées seulement comme outils de communication permettant de lisser leur image, sans conséquence en cas de non-respect de celles-ci.

Tout semblait se dérouler dans des conditions normales jusqu'à la mi-décembre.

Le projet de « charte des valeurs » aurait dû, selon les engagements annoncés, être finalisé et présenté au Président de la République depuis près de trois semaines.

Malheureusement, la composante islamiste au sein du CFCM, notamment celle liée à des régimes étrangers hostiles à la France, a insidieusement bloqué les négociations en remettant en cause presque systématiquement certains passages importants. Des membres de la mouvance islamiste sont allés jusqu'à réaliser des manipulations médiatiques, salissant notre honneur et, dans le contexte, mettant ainsi notre vie en danger, faisant croire que cette charte avait pour ambition de toucher à la dignité des fidèles musulmans. Ce qui est un mensonge éhonté, dont les conséquences peuvent être particulièrement graves.

Cette composante islamiste agissante au sein du CFCM œuvre, comme à son habitude, en coulisses et en surface, pour saborder toutes les initiatives qui visent à créer des rapprochements salutaires entre les musulmans de France et la communauté nationale. Ce qui caractérise mon engagement depuis que je suis recteur de la Grande mosquée de Paris, c'est la franchise et la clarté.

Contrairement à d'autres, je ne sers ni d'obscurs objectifs ni d'intérêts personnels ou idéologiques. Je suis au service de la collectivité et jamais je n'opposerais les Français à leurs compatriotes musulmans. Par conséquent, j'estime que la représentation des musulmans mérite autre chose que des manœuvres dilatoires et des agissements douteux entourés d'actions qui cherchent à diviser la communauté nationale et à séparer les Français de confession musulmane de leur société.

J'ai donc décidé, car la GMP ne se rendra jamais complice de ces viles manipulations au détriment des intérêts de la communauté nationale et de ceux des citoyens de confession musulmane, de me retirer des discussions autour de ce projet de charte, de ne plus participer aux réunions qui visent à mettre en œuvre le projet du Conseil national des imams et de geler tous les contacts avec l'ensemble de la composante islamiste du CFCM.

Cette décision, mûrement réfléchie, est irrévocable.

Je souhaite donc alerter tous les musulmans afin qu'ils refusent et rejettent toute expression et toute action qui créerait le trouble dans leur esprit et les mènerait dans la voie de la discorde.

Je veux leur dire, à travers la position qui est la mienne, que certains milieux islamistes, en multipliant ces agissements irresponsables, sont en train de compromettre l'avenir de notre religion en France, de nos enfants et de l'unité nationale.

Ma responsabilité en tant que recteur de la Grande mosquée de Paris m'engage à défendre les intérêts moraux des musulmans, et d'œuvrer ainsi pour la concorde, la paix civile et la fraternité.

Je refuse de voir des cercles malveillants transformer l'islam, une religion paisible, en une idéologie de combat afin de créer la discorde entre les enfants d'une même nation.

Le recteur de la Grande Mosquée de Paris
Chems-eddine Hafiz

